



DECLARATION DE NAIROBI
Réseau Africain des survivants de
torture
Octobre 2024

Les 24, 25 et 26 Septembre, nous, survivant.e.s de la torture, familles et communautés affectées de 14 pays africains, nous sommes réuni.e.s à Nairobi, au Kenya, pour partager nos expériences et opinions avec la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la torture, Dr. Alice Edwards, et devenir des acteurs et actrices actifs du mouvement mondial contre la torture.

Nous sommes des mères, des pères, des filles, des fils, des grands-parents, des amis proches, des membres actifs de nos communautés et nous affirmons notre pouvoir d'agir, notre soutien et notre solidarité les un.e.s envers les autres et avec tous les autres survivant.e.s de la torture.

Nous sommes fatigué.e.s d'être humilié.e.s, torturé.e.s, disparu.e.s et tué.e.s par des agents de nos États sur la base d'accusations infondées, en raison de qui nous sommes, de notre genre, de notre ethnicité, de notre race, de notre nationalité, de notre classe sociale, de notre droit à disposer de notre corps, de nos opinions, de nos positions politiques et de nos orientations sexuelles.

Nous sommes révolté.e.s que nos familles, amis et communautés soient ciblés et que nous soyons traités comme des criminels, des voyous ou des terroristes par ceux qui sont chargés de notre protection et de notre sécurité.

Toutes ces actions détruisent nos vies, nous stigmatisent, nous laissent avec des blessures physiques et psychologiques, dans la ruine économique, brisent nos familles et nos communautés. Elles nous isolent de nos familles, ami.e.s et communautés, en nous laissant très seuls.

Nous sommes déçu.e.s que le long chemin que nous avons parcouru en quête de justice, de vérité, de réparation et de non-répétition n'ait mené à aucun résultat concret et que, même lorsque les tribunaux et mécanismes nationaux, régionaux ou internationaux ordonnent justice et réparation, il n'y a absolument aucune action.

Nous sommes convaincu.e.s qu'aucune circonstance (terrorisme, guerre, compétition électorale, protestation) ne devrait être considérée comme une excuse exceptionnelle pour tolérer la torture en Afrique.

Unis en tant que survivant.e.s de la torture et de multiples autres violations des droits humains, nous décidons de **créer notre propre réseau de survivant.e.s de la torture en Afrique** et élevons notre voix pour exiger que nos États prennent des mesures sérieuses pour mettre fin à la torture et nous réhabiliter sur notre continent.

Nous déclarons aujourd'hui que nous voulons vivre dans la dignité dans nos propres pays, sur la terre de nos ancêtres.

Ensemble, nous appelons nos États africains à :

- Mettre fin à la torture, aux mauvais traitements et aux violations des droits humains y relatives afin que notre continent devienne la première région exempte de torture.
- Mettre fin à l'utilisation de la violence, y compris des violences sexuelles, comme arme de guerre.
- Veiller à ce que tout ce travail soit mis en œuvre avec la participation active des survivant.e.s et basé sur nos besoins et désirs exprimés, dans un processus qui offre un espace égal pour que les femmes et les groupes minoritaires soient entendus.
- Ratifier et mettre en œuvre de manière effective les traités internationaux et régionaux relatifs aux droits humains et aux violences basées sur le genre, et adopter une législation nationale qui criminalise, avec des actions légales et politiques concrètes, la torture y compris les violences basées sur le genre, et assure justice et réparation aux victimes.
- Veiller à ce que toutes les victimes obtiennent des réparations, y compris la reconnaissance de la vérité des crimes qui nous ont été infligés, la réhabilitation afin que nous puissions commencer à guérir, ainsi qu'un soutien aux moyens de subsistance et à l'éducation pour que nous puissions retrouver notre autonomie et aider nos enfants.
- Appliquer les décisions des tribunaux internationaux, régionaux et nationaux immédiatement et entièrement afin que les survivant.e.s obtiennent la justice et la réparation pour lesquelles nous nous battons depuis de nombreuses années.
- Présenter des excuses publiques à tou.t.e.s les survivant.e.s de la torture et donner des instructions à tous les fonctionnaires publics selon lesquelles la torture ne sera tolérée sous aucune circonstance.

Nous appelons également le système international et régional des droits humains à :

- Nous fournir des informations claires et régulières sur l'état de nos dossiers et sur les mesures prises pour garantir que les décisions relatives à la justice et aux réparations soient mises en œuvre.
- Créer des espaces où les survivant.e.s et les victimes peuvent présenter nos témoignages, nos attentes en matière de justice et ce que nous considérons comme une réparation adéquate.
- Veiller à ce que les pays visés dans le cadre des mécanismes d'enquête internationale ou de rapporteur spécial pays soient constamment écartés des instances onusiennes ou régionales de protection des droits humains.

Nous appelons toutes les organisations de la société civile actives dans la lutte contre la torture en Afrique à :

- Intensifier les actions contre les violations des droits de l'homme.
- Veiller à ce que les expériences, les opinions et les voix des victimes soient au centre de l'élaboration des stratégies contre la torture.
- Veiller à ce que les victimes soient toujours les acteurs et actrices centraux des activités contre la torture, y compris des campagnes, des actions de plaidoyer et des formations.
- Veiller à ce que les opinions exprimées et les intérêts des victimes soient toujours au cœur des actions contre la torture.
- Veiller à ce que les communautés soient davantage protégées contre la torture et à dénoncer les acteurs/actrices de ces violations des droits de l'homme dans nos Etats respectifs.

Signataires :

Donatien Ndabigeze, **Burundi**

Koko Anne-Marie KRA et Edwige Brin, **Côte d'Ivoire**

Saran Cissé, **Guinée**

AKAKPO Komi Adjete Dzifa, **Togo**

Concilia Chinanzvavana, **Zimbabwe**

Et d'autres de

Cameroun

République Démocratique du Congo

Gambie

Kenya

Mali

Nigéria

Ouganda

Soudan

Tchad

Zimbabwe